

La lettre du CNI

Numéro **59** décembre 2009 - 2€

www.cni.asso.fr



L'Écologie, moteur de la croissance

page 2

« Le CNI ou
les vertus de
l'Indépendance »

Editorial par

Gilles Bourdouleix

page 3

« Climat : l'Europe
réglemente,
les Etats-Unis et la
Chine agissent »

Par Stéphane Buffetaut

page 4

« Garantir le
développement
durable de
nos sociétés »

Par Philippe MOST



Le CNI ou les vertus de l'indépendance

Pourquoi adhérer au CNI ? Quelles différences avec l'UMP ? La première réponse se trouve dans le i de CNI : l'indépendance. C'est d'ailleurs à la fois un paradoxe et une gageure de fédérer les indépendants. Par définition, ils sont allergiques à l'enfermement dans une structure. Mais la politique pratiquée dans la solitude a ses limites. C'est la force du CNI que de réunir ceux qui finiraient par se décourager d'être seuls.

L'UMP ne permet pas l'expression d'une pensée indépendante

L'UMP ne permet pas l'expression d'une pensée indépendante. C'est un constat, à peine un reproche. L'UMP est devenue une machine électorale avec un objectif : gagner l'élection présidentielle et un moyen : suivre la mode. Quand elle se créa en 2002, l'UMP était portée par deux bonnes fées. Il y avait, d'une part, la période propice de la réélection de Jacques CHIRAC qui au crépuscule de sa longue carrière politique ne nourrissait plus d'ambition personnelle. Il y avait, d'autre part, la lassitude de l'électorat du centre et de droite usé par les guerres de chefs qui avaient provoqué tant de défaites. L'union n'excluait cependant pas la diversité. C'est avec cet espoir en tout cas que le CNI rejoint alors l'UMP en tant que parti associé.

Mais l'UMP retrouva rapidement les réflexes qui animaient jadis le RPR. Nicolas SARKOZY s'en empara et la mit au service de son ambition présidentielle. Avec la réussite que l'on sait. Avec le soutien sans réserve, fut-il modeste, du CNI. Le bloc monolithique de l'UMP tranche bien sûr avec les divisions du PS. C'est le paradoxe habituel de la vie politique française, en permanence déchirée entre ses racines gauloises et son héritage bonapartiste. L'Histoire de France a montré le besoin qu'il existât un pouvoir central fort, sans lequel l'unité durable n'eut jamais été possible. La vie politique est ainsi faite. Parfois les querelles de clocher l'emportent. D'autres fois on est en rangs serrés derrière le chef. Le PS connut cette période-ci avec François MITTERRAND. Il vit cette période-là actuellement. L'UMP a suivi le chemin inverse.

L'équilibre harmonieux permettrait que la diversité assumée des idées n'empêchât point l'union déterminée dans l'action.

Il faut croire à cet équilibre.

C'est ainsi que les indépendants trouveront leur place dans la majorité présidentielle.

À être devenue un fourre-tout seulement motivée par les élections nationales, l'UMP a perdu son socle de convictions.

Un simple exemple qui résume tout.

Faisons (un instant...) l'effort d'accepter l'idée d'ouverture. Une véritable et crédible ouverture aurait consisté à convaincre un courant entier de l'opposition de rejoindre la majorité, séduit par un projet commun. Il n'est pas évident que des débâchages individuels de personnes en mal de hochets ressemblent à une ouverture au sens noble. Dans un sursaut d'indulgence, acceptons-le.

Mais qu'un homme qui a fait sa carrière au PS, qui a changé de camp par dépit se retrouve secrétaire général adjoint de l'UMP tout en animant un groupuscule de gauche, on atteint l'inacceptable pour ne pas dire l'impardonnable.

On balaie en effet le sens fondamental d'un parti politique qui doit fédérer autour de convictions, pour créer un conglomerat au service d'une ambition personnelle.

Les indépendants ou la fierté des convictions

C'est le défi que les indépendants entendent relever : la fierté des convictions. Le CNI est un parti de droite. Pas la droite de la droite. Ce positionnement est caricatural et n'a aucun sens idéologique. Le CNI est à droite, avec l'exigence de refuser l'idée que ce mot serait négatif. Tout le monde semble désormais vouloir être au centre. La droite est une référence à des valeurs enracinées qui sont synonymes d'un progrès alliant croissance économique et solidarité sociale.

Je rappellerai quelques unes de ces valeurs dans lesquelles s'inscrit notre projet.

La famille, cellule fondatrice de toute société, où se construisent les principes moraux de la communauté humaine.

La jeunesse, miroir paradoxal de la société de demain, qui se façonne par les choix d'aujourd'hui.



Cécil photo Etienne LEMARIE

Gilles Bourdouleix,
Président du CNI
Député-Maire de Cholet

La liberté, qu'elle soit de penser, de voter ou d'entreprendre.

Le développement durable, encre avec laquelle s'écrira notre avenir ou sans laquelle se tracera le mot fin de l'humanité.

La Nation, riche de son histoire, respirant dans un Etat fort mais décentralisé, protégée par une justice indépendante mais équitable, protectrice grâce à une sécurité sans faille mais respectueuse, régulée avec une immigration généreuse mais raisonnable.

C'est la France, tout simplement.
C'est la France que nous aimons.
C'est la France, unie et indépendante.

Mais indépendance signifie liberté, liberté signifie débat.

C'est le refus du consensus mou qui fait naviguer en fonction de l'opinion supposée des électeurs.

L'indépendance est un combat exigeant. Il est plus facile de se glisser dans la masse pour essayer de gagner telle ou telle récompense.

En revanche, qu'il est exaltant de défendre de véritables valeurs avec conviction ! qu'il est enthousiasmé de se battre pour des idées qui ont cimenté notre Nation !

J'ai la certitude que rapidement de nombreux sympathisants de droite nous rejoindront, las de ne rien trouver dans une UMP inodore, incolore et sans saveur. L'esprit indépendant se répandra. C'est tout le travail militant que nous devons effectuer. Il faudra sans doute des mois d'action. Mais le moment est favorable. Saisissons-le, forts des vertus de l'indépendance ; c'est le vœu que je forme à quelques jours de l'année 2010.

Je vous souhaite de très belles fêtes !

La lutte contre le réchauffement climatique est l'enjeu de la Conférence de Copenhague. La réduction des gaz à effet de serre divise l'Occident et les pays en voie de développement. L'Afrique conditionne sa signature à une aide financière... Et « si l'initiative venait de la Chine ? », titrait le quotidien anglais « The Independent ». La Chine, premier producteur de CO₂, s'est engagée en effet à faire des efforts... Cette conférence divise plus que jamais Europe et Etats-Unis.

L'Europe régleme, les Etats-Unis et la Chine agissent

Le changement climatique fait fondre la banquise, fournit des scénarios pour les films catastrophe et agite les chancelleries. La conférence de Copenhague qui s'est réunie sous les auspices de l'Onu s'est révélée, comme prévu, difficile. Les commentateurs autorisés préparaient l'opinion publique à d'assez maigres résultats d'autant plus que Barack Obama estimait, ainsi que ses partenaires asiatiques, qu'il n'était pas raisonnable de vouloir truffer un accord international sur le climat en trois semaines.

Le scénario qui paraissait le plus probable était que ce grand « happening » de l'Onu et des organisations non gouvernementales ne serait que le point de départ d'un processus de négociation pour aboutir à un traité multilatéral avant 2013, date d'expiration des accords de Kyoto. Pour les Nations unies cette hypothèse semblait préférable à un accord à minima. A l'heure où cet article est écrit au cours des négociations, il semble que le grand moment historique d'une convention mondiale sur le changement climatique sera reporté à plus tard. Au-delà des positions de principe sur la possibilité d'un accord dans des délais si courts, des raisons multiples et convergentes annonçaient la difficulté de parvenir à un accord d'ampleur lors de cette conférence de Copenhague, malgré les efforts louables de Monsieur Borloo avec son initiative climat et justice qu'il pourrait proposer en dernière minute afin de parvenir à un accord in extremis.

Les autorités américaines, monopolisées jusqu'il y a peu par la question de la couverture médicale universelle, n'ont pu faire adopter aucun acte fédéral en matière de changement climatique et n'ont pas de feuille de route précise. De surcroît, la différence de méthode par rapport à l'Union européenne est notable. Pragmatiques, les Américains veulent d'abord se doter des moyens scientifiques et techniques, de changer de mode de développement avant de proclamer d'ambitieux objectifs qui se traduiront inévitablement pas des contraintes, une nouvelle fiscalité voire un processus de décroissance, qui ne serait soutenable ni socialement ni économiquement.

L'Union européenne qui affiche, sans trop de modestie, qu'elle se veut « un exemple pour le reste du monde » est arrivée à la table de la négociation avec des objectifs ambitieux, les trois fois vingt en 2020 (moins 20% d'émissions de CO₂, plus 20% d'énergies renouvelables, plus 20% d'efficacité énergétique), sans que l'on sache concrètement comment elle compte les atteindre, et ceci d'autant plus que ses efforts de recherche sont notoirement insuffi-

sants. L'objectif global de l'Union européenne en matière de recherche est de consacrer 3% de son PIB à celle-ci, aujourd'hui nous n'avons atteint en moyenne que 1,8%, avec de très fortes disparités d'un Etat membre à l'autre. Dans le domaine des nouvelles énergies, de l'efficacité énergétique, de la captation du carbone et des biocarburants, nous aurions besoin d'un effort de recherche et de développement sans précédent si nous voulions concrètement atteindre nos objectifs.

En outre, l'accord financier dégagé par l'Union européenne risque d'être considéré insuffisant par des pays en voie de développement.

Ces derniers, quant à eux, réclament, au nom de la « responsabilité historique » des pays développés dans le changement climatique, des aides financières et des transferts de technologies dont il convient encore, si un accord était trouvé, de déterminer le mode d'acheminement.

Enfin l'ONU est elle-même contestée et dans certains milieux diplomatiques court l'idée que le changement climatique est quelque chose de trop sérieux pour le confier à l'Organisation des Nations Unies et que le G20 serait une instance tout à la fois plus appropriée et plus efficace ! Les relations multilatérales limitées, voire bilatérales, notamment Chine - USA, pourraient prendre le pas sur les grandes négociations mondiales.

Tandis que certaines organisations environnementalistes appellent de leurs vœux la décroissance, peu de monde en Europe semble avoir remarqué que la Chine et les Etats-Unis s'engageaient dans des coopérations fortes pour construire les fondements d'une nouvelle économie durable.

En juin 2008 les deux grandes puissances ont défini un cadre de travail pour dix ans en matière de coopération dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, qui comporte cinq plans d'actions et l'engagement de promouvoir la coopération entre Etats américains et régions chinoises ainsi que les partenariats public/privé.

Durant son voyage en Chine, Barack Obama a confirmé officiellement avec Hu Jintao la lettre d'intention signée en juillet dernier entre les deux puissances afin de renforcer la coopération sur le changement climatique, l'énergie et l'environnement. En l'occurrence, il ne s'agit pas d'une simple déclaration de façade. Les deux pays se déclarent résolus à établir des aires de coopérations où leur expertise, leurs ressources, leurs capacités de recherche et la taille conjuguée de leurs marchés leur permettront d'accélérer les progrès dans dix secteurs de recherche et de développement, au



Stéphane Buffet
1^{er} vice-président du CNI
Président de l'Observatoire du développement durable du CESE
Ancien député européen

demeurant non limitatifs. Il s'agit de la conservation de l'énergie et de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, d'un usage propre du carbone et de la captation et du stockage du carbone, du transport durable et des véhicules électriques, de la modernisation des réseaux électriques, de la recherche et du développement conjoints en matière d'énergie propre, de la pureté de l'eau et de l'air, de la conservation des ressources naturelles, du combat contre le réchauffement climatique et de la promotion d'une croissance économique à bases émissions de carbone.

Ainsi la Chine et les Etats-Unis entendent bien jeter les bases et définir ensemble les paradigmes d'une nouvelle croissance économique en misant sur la recherche, l'innovation et le développement de nouvelles technologies.

L'Union Européenne, trop satisfaite de ses objectifs et de ses normes, semble parfois oublier qu'il convient d'abord de se donner les moyens de les atteindre et de les respecter. Sans alternatives scientifiques et techniques, normes et fiscalité environnementales resteront sans portée significative. En 2000, la Commission avait annoncé vouloir faire de l'économie européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde » en dix ans. Nous savons que trop bien où nous en sommes à la veille de l'échéance. L'Union Européenne aurait du apprendre à se méfier des grandes proclamations qui sont rarement des prophéties auto réalisatrices. Que nous affichions de grandes ambitions en matière de lutte contre les émissions de CO₂ et d'énergies renouvelables est certainement une excellente chose car il est évident que nous devons passer à un modèle de développement plus économe et plus respectueux de l'environnement. Encore faudrait-il consentir à un effort commun sans précédent de recherche et de développement dans le domaine des énergies propres et renouvelables, de l'efficacité énergétique, de la captation du carbone afin de transformer ces ambitions en réalité et de bâtir ainsi les fondations d'un mode de développement plus durable et plus respectueux de notre planète. Faute de quoi, la vieille Europe régleme, moralisatrice et moutonnière risque de rester spectateur du nouveau monde que d'autres construiront en mobilisant l'innovation, l'initiative et la liberté de l'esprit.

Garantir le développement durable de nos sociétés

Depuis quelques années, la communauté scientifique internationale nous alerte en permanence sur les menaces qui pèsent sur le devenir de notre planète.

Cette prise de conscience et l'incertitude de l'avenir environnemental, pour les futures générations, interpellent de plus en plus nos concitoyens.

L'enjeu est de taille. Pouvons-nous continuer à assurer une croissance nécessaire au développement de notre société tout en préservant les équilibres naturels et la qualité de notre environnement, quand on sait qu'aujourd'hui par exemple 100 espèces disparaissent chaque mois de la surface du globe ? Nous avons des raisons d'être inquiets.

Il est donc indispensable que chacune et chacun dans sa vie quotidienne puisse contribuer à préserver ce bien essentiel, qu'est notre biodiversité... C'est existentiel.

Notre responsabilité politique est engagée par cette évolution ; des élections récentes nous ont montré qu'il y avait maintenant un réel attachement à cette dimension du Développement Durable.

Dans nos choix et nos orientations, notre mouvement peut être moteur dans ce débat qui s'ouvre, et qui correspond bien à notre réalité politique puisque, ne l'oublions pas, c'est une tradition historique du CNI que d'être attaché à la protection de la nature et à la qualité de notre environnement.

Aujourd'hui déjà, et demain plus encore, la nécessité de réussir un développement durable plus qualitatif que quantitatif va nous contraindre. Il faudra reconsidérer nos modes de dialogues, nos pratiques de gouvernance dans un espace à préserver, et des ressources qui s'amoindrissent.

Si cette prise en considération peut être politiquement transversale, les moyens d'y parvenir divergent entre notre approche dans un cadre libéral et de progrès, et celui plus réducteur de sensibilité politique différente.

Cette détermination peut se traduire à la fois dans notre projet politique mais également sur le terrain par l'engagement d'actions et de réflexions territoriales nécessaires aux actifs de

notre mouvement : Conférence-débats, formations, publications...

On le voit bien à propos de la crise financière, la nécessité d'une régulation et d'une gouvernance devenue mondialisée se fait jour, il en va de même pour notre devenir environnemental, mais pour qu'une démarche universelle s'engage il faut que les forces politiques locales se mobilisent.

Nous souhaitons que le Développement Durable soit le cœur de notre projet politique.

Nos stratégies économiques, notre évolution sociale et le respect de notre environnement doivent être compatibles avec une société de progrès réfléchi, pour que l'épanouissement de chacun n'hypothèque pas l'avenir des générations qui nous suivront.

Saint Exupéry le rappelait : « nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants ».

Il faut adopter une nouvelle stratégie d'engagement politique. A cet égard, le Développement Durable n'est plus seulement un moteur de croissance mais il devient de fait un moteur de société.

Nos comportements doivent intégrer ces nouveaux enjeux environnementaux qui conditionnent l'avenir de la planète mais à condition que l'exemple des choix prioritaires soit engagé par ceux qui exercent la responsabilité des choix politiques de gouvernance.

On ne peut pas toujours mettre au lendemain les décisions difficiles... ni se satisfaire de l'idée que « d'autres le feront ».

La nouvelle gouvernance du Développement Durable nous conduit à définir des contributions complémentaires à nos priorités. C'est ainsi que l'intergénérationnel et la santé sont, sur le plan social, des thématiques déterminantes comme le sont les finances publiques et l'investissement socialement responsable sur le plan économique.

La culture, la recherche, la biodiversité font également partie des principes fondamentaux de notre réflexion. Les valeurs sociétales qui ont fait notre histoire sont plus que jamais les idées clefs de notre évolution.



Philippe MOST

Secrétaire National du CNI chargé
du Développement Durable
Conseiller régional du Poitou-Charentes

Notre mobilisation doit être exemplaire pour que le progrès soit au service de l'humain, dans la construction du monde de demain plus qualitatif que quantitatif, plus solidaire et respectueux de notre cadre de vie.

C'est notre responsabilité politique qui est en cause : la démocratie c'est l'engagement citoyen au service d'un projet de société.

Il nous appartient d'en tracer le cadre et de le faire partager par le plus grand nombre.

La tâche est immense... mais notre enthousiasme sans limite.

Bonne et heureuse année 2010.

** Les programmes de travail dans le cadre de la commission du Développement Durable font l'objet de commission de réflexion qui se réunira régulièrement à partir de janvier 2010. Les dates de réunion sont à consulter auprès du secrétariat.*

La lettre du CNI

6, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

Tél : 01 47 23 47 00

Email : secretariat@cni.asso.fr

N° de Com. paritaire : 1005 P 107 10

ISSN : 1776 - 2278

Directeur de la publication

Gilles Bourdouloux

Directeur de la rédaction

Bernard Lepidi

Réalisation et Impression :
EMENDO Tél. : 01 60 88 89 35

Conception : AGENCE MP

Cette « Lettre du CNI » est la vôtre.

Vos articles, suggestions
ou observations sont les bienvenus.
N'hésitez pas à les faire parvenir au siège du CNI.